

Trait d'Union

Le journal de l'Union Nationale des Etudiants de France de Paris 1
90 rue de Tolbiac, 75013 Paris. B1105. 40 77 19 38

2 Frs
prix
indicatif

Voici la nouvelle version de Trait d'Union, le journal de l'AG de l'UNEF Paris 1. Cette formule est organisée autour de plusieurs rubriques.

Tout d'abord, la vie universitaire à Paris 1. Nous ne disposons, hélas, d'aucun lieu de rencontre sur notre lieu de travail. Tout semble être fait pour que nous ne participions pas à notre cadre de travail. Aussi, Trait d'Union a-t-il la volonté de nous faire savoir ce qui se passe dans les différents centres de Paris 1.

Mais pas seulement, c'est l'objectif de la page d'information sur la vie des étudiants à travers le monde de développer une réelle solidarité avec tous les étudiants : ne soyons pas nombrilistes ! Ailleurs, cela bouge aussi.

Ce journal est aussi un lieu de rencontre et de débat, entre les étudiants syndiqués à l'UNEF et les autres étudiants, syndiqués ou non. Nous voulons également établir des contacts plus réguliers avec les autres membres de la communauté universitaire, les ATOS et les professeurs. Ce journal a devoir de nous informer des projets gouvernementaux en matière d'enseignement supérieur, surtout en cette période déterminante pour l'Université. En effet, quelle est l'influence réelle des étudiants sur les projets qui décident de

notre avenir ? Plus que très faible au regard de la participation aux élections universitaires, laquelle ne donne pas le poids qui serait nécessaire aux élus étudiants.

Nos différences font notre richesse, nous devons nous rassembler, tous, pour imposer la réforme dont notre université a besoin. Aussi, souhaitons nous que le travail de concertation à la base s'amplifie. Pourquoi ne pas organiser des assises locales sur Paris 1, et convoquer au niveau nationale à des Etats Généraux sur l'Enseignement Supérieur ?

Oui, tous ensemble, construisons l'Université démocratique de qualité pour répondre au défi du XXIème siècle.

Alexandre Courban .

Sommaire.

La politique universitaire du gouvernement.

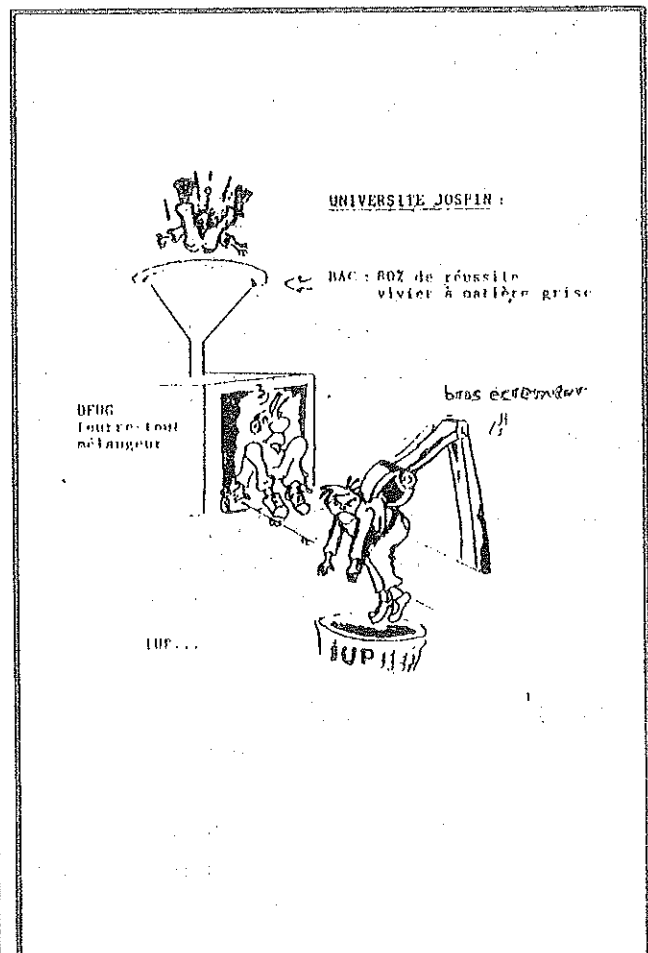
L'aide sociale en péril, par David Proutt.

La réforme des 1ers et 2nds cycles, par Delphine Petit

La vie universitaire .

De la réunion d'information à la manifestation du 10 février 1992, par Alexandre Courban.

Trait d'Union est un supplément de l'Unef-inform, édité par l'UNEF, 52 rue pailleron, 75019 Paris.



février 1992

La politique universitaire du gouvernement.

L'aide sociale est en péril. Face au désengagement de l'Etat, quelle riposte ?

Li n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que le "Plan Social Etudiant" de JOSPIN, cautionné par quatre organisations étudiantes (UNI, CELF, FAGE et UNEF-ID) dévoile sa véritable nature.

Dés le mois de juillet, nous subissons la hausse de la sécurité sociale étudiante, des cotisations des mutuelles, l'augmentation différenciée des droits d'inscriptions (qui sont désormais de 1000 frs en 3ème cycle !) suivie à la rentrée de la hausse du prix de ticket de Restaurant Universitaire et des loyers de cités-U.

Nous avons refusé de signer le Plan d'Aide Sociale JOSPIN, car nous jugeons inadmissible l'institution des prêts bancaires. Or, les seuls points qui pouvaient être "positifs" se révèlent aujourd'hui n'avoir été que des promesses en l'air, une "carotte" pour faire passer ces prêts.

Où est passée sa "volonté plus profonde de justice sociale" ? Nous attendons toujours :

- Le demi-tarif sur la carte orange.
- Le versement des bourses en 9 termes (mensualisation).
- Le réengagement de l'Etat dans le CROUS.
- L'augmentation réelle des bourses.

Le réengagement de l'Etat est passé vraisemblablement aux oubliettes lorsque l'on s'attarde sur les conditions de restauration du R-U de TOLBIAC. Quant l'augmentation des bourses de 5% s'est transformée pour beaucoup de boursiers en une diminution des versements du fait de la baisse des nombres d'échelons qui sont passés de 9 à 5.

Notre exigence de justice sociale, d'égal accès de tous à l'université se heurte de plein fouet à la traduction pratique du Plan Social Etudiant.

L'échec des prêts bancaires proposés par le ministère en est un exemple. Le très faible écho qu'ils rencontrent montre bien que ce n'est pas la solution appropriée aux difficultés croissantes que nous rencontrons pour faire nos études.

Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de nous endetter, d'hypothéquer notre réussite aux examens en faisant des petits boulots sous payés, au contraire, nous voulons avoir tous

les moyens possibles pour acquérir une formation de qualité.

Il y a urgence à faire valoir nos droits. La façon la plus efficace est certainement de se rassembler, d'agir ensemble pour gagner des conditions d'étude et de vie décente.

"Ce n'est qu'un rêve" nous diriez vous. Non Il est possible, ici, à Paris I, d'obtenir que les aides financières d'urgences soient distribuées aux étudiants en difficulté. En effet, existe désormais dans chaque université un fond d'amélioration de la vie étudiante, alimenté par une ponction de 40 Frs à 100 Frs sur les droits d'inscription de tous les étudiants. Cela représente à Paris I de 1440000 Frs à 3600000 Frs (Nous sommes 36000 étudiants), qui devraient être attribuer en théorie à des étudiants, boursiers ou non, faisant face à des difficultés financières.

Visiblement, la fac n'a pas l'intention de distribuer généreusement ces fonds. Rassemblons nous, le plus rapidement possible, et engageons des actions pour arracher cette aide.

David Proult.

**DES
BOURSES,
PAS DES
DETTES !**

La politique universitaire du gouvernement.

Réforme Jospin : l'Université sens dessus dessous.

L'Université semble sortir de sa torpeur. Jospin l'y a fortement aidée, en proposant le 13 janvier dernier au CNESER la discussion sur les projets d'arrêtés relatifs à la rénovation pédagogique des 1ers & 2nds cycles universitaires, en vue d'une mise en application dès la rentrée 92-93.

Ce coup d'accélérateur est à mettre en relation avec deux phénomènes à considérer :

- le nombre de chômeurs, qui ne cesse de croître, frôlant les 3 millions et parmi lesquels on trouve les jeunes aux premières loges.

- l'énorme taux d'échec en 1ers cycles, avoisinant les 40-50%, alors que l'augmentation de plus en plus massive du nombre d'étudiants à l'Université devient une réalité brûlante.

Si l'on combine à ces deux éléments le débat, aujourd'hui récurrent dans la société française et particulièrement dans les milieux patronaux, sur l'inadéquation de l'Enseignement supérieur au marché du travail, le sens, le ton et le goût des arrêtés ministériels deviennent très clairs.

Les problèmes sont réels, et il ne s'agit ni de les nier, ni de les contourner...

La formation est une question trop essentielle pour laisser y répondre par des mesures administratives imposées d'en haut, sans concertation avec les intéressés, à savoir étudiants, enseignants et l'ensemble du personnel. C'est avec toute la communauté universitaire que l'on pourra sérieusement prétendre commencer à enrayer les maux sous lesquels croule l'Université, et qui ont pour nom : ...échec scolaire...pénurie budgétaire...aide sociale insuffisante etc...

Force est de constater que ce choix n'a pas prévalu dans les couloirs ministériels, ni hier, encore moins aujourd'hui.

DES PROBLEMES DE CONTENU ET DE CONTENANT...

Une fois soulevé ce point de méthode, revenons-en au problème central qui interroge et préoccupe toute la communauté universitaire : la massification. La compréhension de ce

phénomène exige un bref rappel:

Il y a quelques années, Jospin lançait le fameux slogan des "80% d'une classe d'âge au Bac" et "deux millions d'étudiants en l'an 2000". Nous jugions à l'époque cet axe positif, à la condition qu'il s'accompagne d'une véritable politique de construction d'universités, de cités U, bref du déblocage de véritables moyens financiers permettant la réalisation effective de ces vœux, tout en déplorant le devenir des 20% restant, sacrifiés sur l'autel de la "réussite à tout prix".

Hélas, les budgets ne furent jamais à la hauteur des ambitions affichées. Pire, ils ne suffirent même pas à rendre nos conditions d'études qualitativement correctes, et ce malgré les quelques mobilisations étudiantes de 1987,88 et 89.

Ainsi, les quelques augmentations budgétaires accordées ça et là ne réussirent pas à enrayer le déficit chronique de l'Enseignement supérieur. Malgré la réfection visible de nos universités (peinture à Tolbiac, Restau U etc...), nos conditions d'étude sont des plus précaires.

Au grilles de Tolbiac, nous pourrions opposer l'insuffisance de consoles d'ordinateurs pour un TD de 30. A la peinture, les moyens dérisoires dont disposent les étudiants de géographie... La liste est longue...

C'est dans ce cadre fragile, précaire, que se bousculent chaque année toujours plus d'étudiants qui, craignant la crise et le chômage, veulent s'en prémunir en acquérant le maximum de diplômes qualifiants.

QUAND JOSPIN LACHE LA PROIE POUR L'OMBRE...

Jospin et son ministère répondent à ces différents problèmes par une politique du moindre coût.

Dès lors, la logique est implacable : obliger les universités à se vendre aux entreprises les plus offrantes, en définissant des contrats avec les collectivités territoriales. C'est la fameuse "contractualisation", par ailleurs bien avancée dans certaines universités de province.

Le corollaire de cette logique, c'est la mise sur le "marché de la rentabilité" de nos filières. Sur ce marché-là, les sciences humaines ne sont pas cotées. Subrepticement, le ministère tisse sa toile : la réforme des 1ers & 2nds cycles s'inscrit en droite ligne de la contractualisation, d'Université 2000 (réforme administrative) avec ses pôles d'excellence et ses 3 niveaux de facs et du Plan Social Etudiant. Le "puzzle jospin" est presque en place.

En définitive, c'est donc en tenant compte des prévisions d'afflux étudiantin que Jospin appuya sur l'accélérateur. Remarquons au passage que cela a permis de pointer du doigt la nécessité d'une réforme structurelle de l'Enseignement supérieur, et ce aux yeux de l'ensemble des étudiants.

Qu'en est-il finalement de la réforme proposée ?

ARRETES MINISTERIELS SAUCE "LOIS DU MARCHE"...

Les projets d'arrêtés soumis au CNESER ont associé à la dernière minute les présidents d'universités, après que ceux-ci se sont catégoriquement opposés à la mainmise bureaucratique et administrative. Il est comique de noter qu'ils y souscrivent aujourd'hui (cf le Monde du 7.02.92). Quelles sont les raisons pouvant expliquer cette volte-face ? La seule carotte de pouvoir déterminer plus souplement le volume horaire et les contenus de formation, dans un cadre général dont la logique est la même ? Sic...

Pour nous, les raisons initiales prévalent encore :
- la mise en place d'un CEU (Certificat d'Etudes Universitaires) qui permet, dicit la circulaire d'orientation générale du mois de juillet 91, d'orienter 50% des étudiants vers les filières professionnelles, pour la majeure partie dans les IUP. Ces IUP ont fait l'objet d'un vif débat. Ils sont censés délivrer des diplômes d'ingénieur-maître, dont on peut s'interroger sur la valeur, et sur le caractère national dans la mesure où les IUP seront en partie financés par les régions, selon les besoins locaux. De plus, l'entrée dans les IUP se faisant sur dossier, on peut sans peine pronostiquer divers niveaux d'IUP, un étudiant muni d'un CEU d'archéologie ou d'arts plastiques n'ayant pas accès à un IUP de même valeur qu'un étudiant à CEU d'éco ou AES.

- la remise en cause de la pluridisciplinarité : Jusqu'à présent, un étudiant choisissant une discipline pouvait également avoir accès à d'autres savoirs, pris comme tels, permettant une approche plurielle de sa discipline. Les projets d'arrêtés transforment la première année soit en magma informe d'enseignements généraux, comme pour les sciences humaines, avec une seconde année monodisciplinaire (n'importe qui ayant la moindre notion de pédagogie reste les pieds collés au plafond à la vue de ces maquettes "made in M.E.N"), soit suppriment certaines matières au sein d'une discipline.

Ces regroupements et suppressions ne sont évidemment qu'un moyen supplémentaire de faire des économies en enseignants et locaux. - la baisse des volumes horaires, spécifiquement sensible dans les filières "non rentables", mais également dans les autres, relève de la même logique. Les expériences de rénovation des DEUG en 1984 ont justement démontré qu'un fort taux d'encadrement réduisait de manière conséquente le taux d'échec (d'environ 15-20%).

Si le lien formation/emploi est une véritable question, la réponse qui consiste à soumettre la première aux exigences du marché ne peut être valable. Le droit à une formation de qualité est une exigence élémentaire à laquelle l'Etat ne peut se dérober, or il semble que ce ne soit pas l'option à la mode aujourd'hui.

Par conséquent, nous ne pouvons qu'être contre les arrêtés proposés au CNESER et à la CPU (Conférence des Présidents d'Universités).

Mais le retrait des projets, que nous exigeons, ne doit pas être synonyme de statu quo, sous peine de voir les problèmes de l'Enseignement supérieur s'aggraver encore. Une réforme est plus que jamais nécessaire, mais sur d'autres bases : une véritable réforme pédagogique, accompagnée d'un effort financier. C'est toute la communauté universitaire qui devra les définir, en fonction des besoins (et pas seulement ceux du patronat), avec les moyens nécessaires débloqués... Dans le cadre d'une loi de programmation budgétaire, par exemple !

Delphine Petit.

La vie universitaire.

A propos de l'extrême droite à l'Université.

Depuis le début de l'année, les militants de l'extrême droite affichent une grande activité dans les universités parisiennes. La question de l'implantation de l'extrême droite, jusqu'alors sous-estimée, est maintenant totalement intégrée à l'actualité universitaire. Les agressions se répétaient de semaines en semaines. Les militants du Cercle National des Etudiants de Paris (CNEP) et de Renouveau Etudiant s'implantent dans les conseils d'université. Les professeurs révisionnistes affichent de plus en plus ouvertement leur conception particulière de l'Histoire... Ainsi, peut on s'interroger sur les causes de ce climat malsain.

Tout d'abord, prétextant de la crise universitaire, les organisations d'extrême-droite mettent en avant leur politique d'exclusion pour répondre aux carences du gouvernement en matière d'éducation. Pour pallier à la surcharge des facultés, elles proposent la "préférence nationale" qui consiste à établir des quotas par pays (avec d'ailleurs une nette préférence pour les étudiants d'Europe que pour les étudiants d'Asie ou d'Afrique.) L'autonomie des facultés, sensée contrebalancer le centralisme de notre système éducatif, n'est en fait qu'un moyen pour permettre aux entreprises d'investir massivement dans les universités. Le désengagement de plus en plus sensible de l'Etat crée donc un climat propice à la propagation des idées d'exclusions sur nos lieux d'études. Dénoncer la présence de l'extrême droite dans l'enseignement supérieur sans lutter contre les mauvaises conditions d'études relève donc de l'hypocrisie totale : on crie au loup, mais on ne prend pas soin de réparer la clôture de la bergerie ! Mais limiter les causes de la progressions de l'extrême droite au manque de moyens de nos universités est un écueil dans lequel il ne faut pas tomber. En effet, des organisations comme le Front National ont la volonté de se donner une "légitimité intellectuelle" (d'où la création de structures comme le GRECE qui regroupent les "éléments pensants" de l'extrême droite). Ainsi, se donnent elles pour objectifs de sensibiliser des personnes à leurs pensée mais aussi de peser au maximum sur les contenus pédagogiques et de

modifier la finalité de l'enseignement. Cette implantation, plus ou moins masquée, doit être vigoureusement dénoncée et combattue. Ici, nous sommes confrontés à une véritable idéologie fasciste pour certains, en voie de fascisation pour d'autres. Il est donc nécessaires d'informer les étudiants sur le contenu des doctrines de l'extrême droite, et de créer un front du refus à leur développement. Ceci passe au sein de l'université par la réaffirmation des valeurs de solidarité, d'égalité qui sont les nôtres, par la défense du cadre national et public de l'enseignement supérieur et de ses diplômés.

Mais prétendre lutter contre le fascisme en se cantonnant au cadre universitaire relève d'une incohérence grave, et qui peut s'avérer fatale au combat contre l'extrême droite. Celle-ci à une stratégie d'implantation globale, il faut la combattre dans sa globalité. Comment prétendre défendre les étudiants étrangers sans être solidaire des luttes contre la double peine, ou des déboutés du droits d'asile ? La solidarité des étudiants doit être totale envers toutes les victimes de la politique d'exclusion prônée par le FN et qui se manifeste jusque dans la politique du gouvernement, la loi est similaire a la 46ème proposition du FN.

Hervé Bruneau.

**RACISME
ET
EXTRÊME DROITE!
HORS-LA LOI!**

La vie universitaire.

- Plusieurs AG ont eu lieu à Tolbiac : la réforme des premiers et second cycles pose problème.

Tolbiac en bref.

Vendredi 31 janvier, l'association Histoire de l'UNEF organise une réunion d'information sur la réforme des 1ers & 2nds cycles. Michel Kaplan, directeur de l'UFR est présent. Il intervient contre la réforme. Delphine Petit, présidente de l'UNEF P1 se positionne également contre. L'élu au CNESER de l'UNEF-ID n'a pas fait le déplacement pour rien. Il explique aux étudiants présents que cette réforme n'est pas si mauvaise que ça, et que l'UNEF-ID proposera des amendements. Les étudiants, dans l'unanimité, s'oppose bruyamment à cette intervention.

Tolbiac est déjà engagée sur le mot d'ordre "*ni amendement, ni report, retrait sans condition du projet Jospin.*"

Lundi 3 février, l'ufr de philo se reunit et adopte l'appel qui sera repris le lendemain, avec quelques modifications par les 500 étudiants de Paris 1 réunit en AG. Le principe d'une manifestation est adoptée. La date est fixée : lundi 10 février, rendez vous à 14h00 à la Sorbonne.

Les étudiants de Saint Charles soutiennent les étudiants de Tolbiac. Ils invitent les étudiants à participer à leurs initiatives du vendredi 7 février à la Pyramide du Louvre.

Mercredi 5, l'UFR histoire de l'art et Archéologie se réunit. Jeudi 6 c'est au tour d'AES de se réunir. Un appel-pétition propre à l'UFR est adopté, lequel pose explicitement la question des moyens pour l'enseignement supérieur.

Lundi 10 février, 1500 étudiants manifestent en direction du Ministère. Paris 3 (en AG le matin) s'est joint à Paris 1. Des étudiants de Nanterre, de Jussieu défilent également.

La délégation étudiante n'est pas reçu par le Ministère. Les manifestants se dispersent.

Jeudi 13 février sera une journée d'action nationale.

Les autres universités.

Nancy a manifesté le mercredi 5. Lyon, Aix-

Marseille, Montpellier, Toulouse sont en AG.

Censier, Nanterre, Villetaneuse, Jussieu, Saint Denis ... sont également en AG.

Dernière minute.

Villetaneuse est en grève depuis jeudi 13. Une manifestation nationale est prévue le mardi 18.

Les étudiants à travers le monde

Manifestation étudiante à Abidjan.

Environ 5000 étudiants ivoiriens ont manifesté dans les rues de la capitale ivoirienne mercredi 5 février, protestant contre le refus d'Houphouët-Boigny de sanctionner le général Robert Guei, chef d'état major de l'armée.

Ce dernier avait été reconnu officiellement responsable des exactions commises sur le campus en mai 1991. Plusieurs jeunes gens avaient été tués, des jeunes filles avaient été violées par des militaires.

La Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI, officiellement dissoute par le pouvoir) a écrit au chef de l'Etat : "*Si dans un délai assez bref aucune mesure n'est prise, votre présence à la tête du pays n'aura plus aucun sens. Il vous faudra démissionner*".

Libreville que de nom.

Le ministre de l'Enseignement supérieur gabonais a annoncé la fermeture et l'évacuation du campus de la capitale et de la ville de Masuku, au sud-est du pays.